

# 2024 : NOS PRIORITÉS, LEURS PROGRAMMES

Quels sont les enjeux des élections du 9 juin 2024 ? Comment se positionnent les différents partis par rapport à des thématiques régulièrement traitées dans Ensemble ! ?

Arnaud Lismond-Mertes et Yves Martens (CSCE)



p. 104.) La formation d'une majorité séparatiste au parlement flamand puis au niveau du gouvernement régional flamand, regroupant le Vlaams Belang et la N-VA, paraît mathématiquement envisageable, même si à ce stade la N-VA dit ne pas vouloir s'engager dans cette direction. Le fait que la N-VA ait toujours refusé d'adhérer au principe de « cordon sanitaire » vis-à-vis de l'extrême droite (*Lire p. 4*) n'est pas fait pour rassurer. (1)

## La menace d'une majorité flamande séparatiste

Quoiqu'il en soit, cette majorité parlementaire « nationaliste » potentielle risque de remettre en avant des revendications communautaires et séparatistes flamandes, si pas des projets de démantèlement des solidarités organisées au niveau fédéral. En 2021, l'historien Bruno De Wever (à ne pas confondre avec son frère, dont ils ne partagent pas vraiment les opinions politiques) attirait déjà notre attention sur les scénarios séparatistes envisageables : « Il est clair qu'une fois que le résultat électoral sera connu, si celui-ci donne des possibilités aux nationalistes en Flandre de poursuivre leurs exigences, alors beaucoup de choses seront possibles. Ils pourraient probablement former un gouvernement pour la région flamande et bloquer la mise sur pied d'un éventuel gouvernement fédéral. Si cela se réalise, nous pourrions assister au grand kladderadatsch, l'éclatement total, (2) où

tout est possible ». (3) Il est également possible que le président de la N-VA conditionne l'entrée de certains partis dans la coalition régionale flamande au fait que ceux-ci ouvrent à la N-VA non seulement la porte de la majorité au niveau fédéral mais également celle du gouvernement régional bruxellois. Les observateurs attentifs auront à cet égard relevé combien, sous l'impulsion de son ex-président, Conner Rousseau, Vooruit s'est évertué à se rapprocher de la N-VA, que ce soit sur la question de l'immigration ou sur celle du chômage. (4) Au vu de l'objectif réaffirmé de M. De Wever de sortir la Flandre de la Belgique, on ne peut que craindre qu'une telle entrée de la N-VA dans le gouvernement bruxellois conduise celui-ci à une paralysie qui

Les élections fédérales et régionales de 2024 pourraient être particulièrement décisives pour la Belgique et ses régions. D'une part celles-ci seront suivies de l'élection des mandataires communaux (pour six ans), qui se dérouleront en octobre. Après les communales, sauf dissolution des Chambres fédérales, il ne devrait plus y avoir d'élections en Belgique avant 2029. Les majorités gouvernementales qui seront installées à la suite du scrutin du 9 juin ne pourront donc plus être sanctionnées électoralement avant cinq ans. Ce qui leur laissera une certaine marge de manœuvre pour prendre des décisions qui déplaisent à une partie de la population. D'autre part, du côté flamand, un parti d'extrême droite séparatiste, le Vlaams Belang, caracole loin en tête dans les sondages électoraux. (*Lire*

apporterait la « démonstration » que les institutions belges ne sont plus capables de fonctionner.

### L'irruption du PTB-PVDA

Les élections 2024 sont aussi exceptionnelles au vu de l'intérêt grandissant rencontré par le PTB-PVDA, de l'autre côté du spectre politique. A en croire les sondages, de plus en plus d'électeurs.trices semblent avoir l'intention de se tourner vers ce parti, qui a mis en avant un positionnement de « gauche authentique ». Et ce non seulement à Bruxelles et en Wallonie, mais également, dans un moindre mesure, en Flandre. Ce qui n'est pas sans poser des questions sur ce que peut signifier concrètement assumer cette étiquette « authentique » en termes de participation (ou non) à des majorités et à des gouvernements dans un contexte difficile.

### Lire, juger, voter

Le Collectif solidarité contre l'exclusion asbl, association pluraliste, et sa revue *Ensemble !* n'ont aucun mot d'ordre à donner au niveau électoral. Nous essayons néanmoins d'apporter, à travers le dossier qui suit, notre contribution d'une part à la réflexion électorale de chacun et de chacune, d'autre part à la mise en avant de nos préoccupations et propositions dans cette campagne.

Pour ce faire, nous avons interviewé Thierry Bodson, président de la FGTB (*Lire p. 30*) et Felipe Van Keirsbilck, secrétaire général de la CNE-CSC (*Lire p. 34*), deux syndicalistes de premier plan qui sont depuis très longtemps de (presque) tous les combats pour défendre les acquis sociaux et les droits humains en Belgique. Nous avons également donné la parole dans nos pages à une figure de proue de chacun des trois partis politiques francophones qui se revendiquent de la gauche, à la fois pour évoquer la législature écoulée, les propositions que met en avant leur parti et les perspectives post-électorales. Avec chacun d'entre eux, nous avons abordé ces sujets par le biais d'un de leurs domaines d'activités.

Avec Ahmed Laaouej, chef de groupe du PS à la Chambre et candidat en tête de liste aux élections régionales bruxelloises, nous avons avant tout abordé la question des finances publiques et de la fiscalité, deux de ses sujets de prédilection. (*Lire p. 39.*) Avec Alain Maron, ministre bruxellois de l'Environnement et du Climat, mais aussi de la Santé et de l'Action sociale, nous avons principalement abordé le bilan de son action, les liens entre les enjeux environnementaux et sociaux ainsi que les priorités d'Ecolo pour la nouvelle législature régionale. (*Lire p. 43.*) Enfin, avec Peter Mertens, secrétaire général du PTB et député à la Chambre, nous avons d'abord discuté de son récent livre (« Mutinerie »), qui essaie d'appréhender comment « le monde bascule » en regardant bien au-delà des frontières de la petite Belgique. Nous avons également échangé sur l'essor du Vlaams Belang et sur les conditions que le PTB met pour d'éventuelles participations gouvernementales. (*Lire p. 48.*)

### 6 partis, 42 questions

La partie la plus importante de ce dossier est constitué des quarante-deux questions que nous avons adressées aux partis politiques francophones représentés dans les parlements, auxquelles ils ont tous répondu. Ces questions sont articulées en six thématiques sur lesquelles nous avons publié des analyses ces dernières années et par rapport auxquelles nous avons demandé aux partis de se positionner sur certaines propositions générales ou plus précises.

Les thèmes qui ont été retenus sont : la défense de la qualité d'emploi et des revenus des travailleurs.euses (*Lire p. 53*), la défense du droit à l'assurance chômage (*Lire p. 62*), la défense de l'aide sociale et du revenu d'intégration (*Lire p. 70*), le rapport à l'Union euro-

péenne au regard des objectifs sociaux et environnementaux (*Lire p. 78*), l'accès de tous à l'énergie (*Lire p. 83*) et, enfin, la lutte contre la pollution électromagnétique (*Lire p. 91*). Chaque thématique est précédée d'une courte mise en contexte et suivie d'une brève analyse du positionnement des partis. Vous souhaitez savoir quels sont les partis qui sont favorables ou opposés à la suppression des régimes d'exonération visant les voitures de société ? Rendez-vous p. 61. Vous souhaitez savoir quels sont les partis favorables ou opposés à l'instauration d'une limitation dans le temps des allocations

de chômage ? Rendez-vous p. 65. Vous souhaitez savoir quels sont les partis favorables ou opposés à l'instauration de droits de douane supplémentaires selon des critères sociaux et écologiques (les émissions carbone et les pollutions, par exemple) ? Rendez-vous p. 82.

Notre questionnaire est loin de donner une vision d'ensemble du programme des différents partis. Il a toutefois le mérite de permettre une comparaison aisée de leurs positionnements sur les six thématiques choisies, sans les enfermer dans des possibilités de réponse de type binaires (« oui » / « non ») et en leur laissant la possibilité d'expliquer succinctement leur position. Enfin, les deux derniers articles analysent les programmes des partis flamands sur les deux sujets sur lesquels nous avons le plus travaillé ces dernières années : le droit au chômage et le droit à l'aide sociale (*Lire p. 97 et p. 101*). □

(1) Arnaud Lismond-Mertes et Paul Vanlerberghe, interview de Jos Geysels : « Notre cordon sanitaire tient bon », *Ensemble !* n° 100, septembre 2019.

(2) L'expression d'origine berlinoise « Kladderadatsch », courante en néerlandais, est une onomatopée qui évoque le bruit de quelque chose qui tombe sur le sol et vole en éclats.

(3) Paul Vanlerberghe, « Bruno De Wever : Nous pourrions assister au grand kladderadatsch », *Ensemble !* n° 106, décembre 2021.

(4) Arnaud Lismond-Mertes, « Le 1er mai anti chômeurs de Vooruit », *Ensemble !* n° 110, juillet 2023.

**Les majorités  
gouvernementales  
installées après  
le 9 juin ne pourront  
être sanctionnées  
électoralement que  
dans cinq ans**